



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 19/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BONDUELLE EUROPE LONG LIFE**

RUE NICOLAS APPERT  
BP 30173  
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : -

Code AIOT : 0005102374

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement BONDUELLE EUROPE LONG LIFE implanté 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONDUELLE EUROPE LONG LIFE
- 30 chaussée Brunehaut Usine d'Estrées-Mons 80200 Estrées-Mons
- Code AIOT : 0005102374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site BONDUELLE à Estrées-Mons est spécialisé dans la production de surgelés et de conserves en boîtes métalliques de légumes.

L'usine existe depuis 1963. Les installations permettent le traitement en période de campagne de plus de 1000 tonnes brutes de produits végétaux par jour. Le site d'Estrées-Mons assure une fonction de production toute l'année, bien que l'activité soit très saisonnière. La campagne débute en juin et s'étire jusqu'à novembre.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 14/02/2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.7.4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques de certaines mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.5.4	Sans objet
2	Détecteurs gaz	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.5.6.2	Sans objet
4	Moyens de prévention (chambre froide GH et bâtiment annexe)	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 8.3.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Caractéristiques de certaines mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques de certaines mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance et la fréquence des tests qu'il y apporte. Cette liste est

tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification, ainsi que les tests sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

La liste susvisée comporte à minima les Mesures de Maîtrise des Risques suivantes, en respectant les caractéristiques mentionnées ci-dessous. L'exploitant met en œuvre les caractéristiques des équipements, moyens humains et organisationnels constitutifs de ces MMR telles que mentionnées dans l'étude des dangers, et dont certaines sont rappelées dans l'énumération ci après du présent article :

[cf. tableau à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 14/02/2011]

Toutes les mesures de maîtrise des risques organisationnelles relatives à des opérations de maintenance ou de contrôle doivent être encadrées par des procédures rappelant la nature et le contenu de l'opération, la fréquence ainsi que les personnes ou organismes en charge de la réalisation du contrôle.

L'exploitant s'assure que les hypothèses retenues et mesures de maîtrise des risques mentionnées dans sa demande d'autorisation d'exploiter complétée rendant l'exploitation de ses installations compatible avec son environnement au sens de l'annexe V de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont effectives et pérennes.

Toutes les actions de maintenance et vérification font l'objet de check-list détaillées et sont enregistrées et archivées.

[...]

#### **Constats :**

La liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers a été présentée. Les opérations de maintenance et la fréquence des tests sont répertoriées dans celle-ci. Elle se présente sous forme de tableau.

L'inspection a procédé par échantillonnage, 3 MMR ont été contrôlées. Les vérifications sont réalisées conformément à la réglementation.

Une procédure détaillant les fréquences et les types de vérifications a été présentée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Détecteurs gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.5.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système de détection automatique ammoniac conforme aux référentiels en vigueur, reporté sur les téléphones des frigoristes, sur écran au poste de contrôle ammoniac, et au poste de garde, est mis en place. Des détecteurs ammoniac sont présents à proximité de tuyauteries ammoniac présentes à l'intérieur de bâtiments notamment dans les salles des machines et stations de vannes, les confinements, combles, les ateliers de fabrication, au niveau de chaque surgélateur ... Les détecteurs ammoniac sont associés à des asservissements agissant sur les électrovannes à sécurité positive de régulation du circuit d'ammoniac avec report d'alarme sur la supervision.  Dans les salles des machines, à minima au moyen de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 ou 2 détecteurs d'ammoniac par salle des machines ou salle de confinement,</li><li>• de détecteurs ammoniac dans les stations de vannes, les combles, dans les ateliers à proximité des canalisations ammoniac situées à l'intérieur de bâtiment.</li></ul> Un système de détection ammoniac est mis en place : <ul style="list-style-type: none"><li>• au niveau du circuit d'eau des condenseurs de manière à ce que toute l'installation soit arrêtée en sécurité en cas de défaut sur le circuit d'eau d'un des condenseurs, soit lié à un manque d'eau, soit à un bas débit de l'eau de recirculation ;</li><li>• au niveau du circuit d'eau de purge des condenseurs de manière à suivre l'évolution de la conductivité de l'eau en circulation.</li></ul> Pour ces systèmes, l'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• le franchissement du premier seuil entraîne le déclenchement d'une alarme reportée sur le superviseur dans le local des frigoristes</li><li>• le franchissement du deuxième seuil entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme et une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Les systèmes de détection ammoniac mis en place sont conformes.  Les seuils de sécurité sont mis en place sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

### Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après. Ces moyens sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Le réseau d'eau incendie, protégé contre le gel et maillé, est alimenté via une réserve d'eau de 1600 m<sup>3</sup>, avec réalimentation par le forage situé sur la commune de MONCHY, alimentant l'ensemble de l'usine via une nourrice de distribution. Ce réseau respecte et comprend au moins :

- La cuve de 1600 m<sup>3</sup> située au niveau du forage et équipée d'un niveau bas asservi à des pompes au niveau du forage présentant un débit minimum de 1200 m<sup>3</sup>/h de soutirage ; Le niveau de la cuve n'est jamais inférieur à 70 % de sa capacité ;

- La nourrice de distribution permet d'alimenter le réseau incendie et 4 bouches d'aspiration incendie. Le réseau incendie du site est maillé et est composé d'une canalisation dont le diamètre nominal varie entre 150 et 160 mm. Il comprend en aval de la cuve au minimum :

- une pomperie incendie comportant au minimum 5 pompes capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 250 m<sup>3</sup>/h avec une pression en sortie de 1 bar minimum sur une durée de 2 heures ;
- de bouches ou de poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus des bâtiments, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des robinets d'incendie armés conformes aux règles APSAD R5 répartis dans les bâtiments et situés à proximité des issues : ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; plan affiché au niveau du poste de garde+ boîte aux lettres avec plan au niveau de chaque accès pompiers.
- [...]
- d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau :
  - de la galerie de liaison de la chambre de grande hauteur par sprinklers agréés APSAD pour limiter la propagation d'incendie ;
  - des couloirs autour des chambres froides ;
  - au conditionnement ;
  - dans le magasin de stockage des cartons et films plastiques,
  - dans les halls de surgélation.

[...]

L'établissement dispose d'une équipe de première intervention et d'une équipe de seconde intervention spécialement formées à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

[...]

#### **Constats :**

La cuve de 1600 m<sup>3</sup> est équipée d'un capteur de niveau qui se déclenche quand le niveau de la cuve est inférieur à 70 % (le niveau est reporté sur un écran de contrôle, vu en visite). La cuve sert aussi à alimenter le site en eau pour le process, elle est équipée d'un débitmètre.

La dernière vérification des poteaux incendie a été réalisée le 03/06/2025, le rapport n'a pas encore été réceptionné. Le rapport de vérification du 04/06/2024 a été présenté, il ne relève pas de non-conformité.

L'inspection des installations classées a procédé par échantillonnage, seule la vérification des robinets d'incendie armés de la partie surgélation a été contrôlée, soit 35 RIA. Le rapport a été présenté, il fait état d'un dysfonctionnement du RIA n°28, un devis est en cours. Tous les autres sont conformes.

L'inspection a également procédé par échantillonnage, seule la vérification des extincteurs de la partie conserverie a été contrôlée. La vérification était en cours lors de la visite. Un stock d'extincteurs est disponible sur site en cas de non-conformité.

Le poste de garde est disponible 24h/24.

Un plan d'intervention est affiché au niveau du poste de garde et des boîtes aux lettres contenant le plan sont mises en place au niveau de chaque accès pompiers.

Concernant les systèmes d'extinction, seuls ceux de la galerie de liaison et des couloirs entre les chambres froides ont fait l'objet du contrôle.

#### **Constat de non-conformité n°1:**

Le système d'extinction de la galerie de liaison a été vérifié le 12/05/2025 par UXELLO, le rapport a été présenté. Un point de non conformité susceptible de mettre en échec l'installation a été relevé, il porte sur le fait que " *les 2 motopompes diesel doivent être maintenue en automatique en permanence. Ce jour les groupes motopompes diesel sont en position non-automatique. L'installation est potentiellement en risque d'échec* ". Le système d'extinction n'est donc pas automatique.

L'exploitant a précisé qu'une procédure encadre la mise en marche manuelle des motopompes. De plus, pour s'assurer de l'efficacité du système d'extinction en cas d'incendie, il a mis en place plusieurs mesures compensatoires :

- \* actions régulières de formation des opérateurs à la mise en œuvre de ce dispositif ;
- \* réalisation d'exercices mensuels par les techniciens frigoristes accompagnés d'une personne de l'encadrement technique surgelé ;
- \* les procédures sont connues, maîtrisées et affichées dans les locaux pompes ;
- \* quant à la source d'eau de la zone SDM8, celle-ci est constamment en automatique et les groupes sont démarrés et testés toutes les semaines par les frigoristes et également par les encadrants du service technique.
- \* le POI intègre bien le contrôle du bon démarrage des pompes diesels au local pompes : sprinklage par les frigoristes.
- \* assureurs informés de cette pratique.

Néanmoins, les dispositions mises en place par l'exploitant, différentes de celles autorisées par l'arrêté préfectoral du 14/02/2011, n'ont pas fait l'objet d'une information et d'une validation par l'inspection des installations classées. Leur caractère équivalent, en terme de sécurité des installations, n'est pas démontrée à ce stade.

L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

#### **Constat de non-conformité n°2:**

**Le couloir entre les chambres froides 1 et 4 n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique.** Les autres couloirs en sont équipés. L'exploitant a indiqué par mail du 04/11/2025 avoir budgété l'installation d'un système d'extinction automatique dans le couloir entre les chambres froides 1 et 4 pour 2026.

**Actuellement, l'exploitant ne respecte pas la prescription relative à la présence d' un système d'extinction automatique d'incendie dans le couloir entre les chambres froides 1 et 4.**

L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

La liste des équipiers de première intervention a été présentée, ils sont recyclés tous les 3 ans par un organisme extérieur.

La liste des 50 équipiers de seconde intervention a été présentée, ils sont recyclés tous les 3 ans en interne. Le programme de la formation a été présenté.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation: Les rapports de vérification 2025 des poteaux incendie et les extincteurs sont à transmettre dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois



**N° 4 : Moyens de prévention (chambre froide GH et bâtiment annexe)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 8.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de protections spécifiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La chambre froide de grande hauteur, la zone de transit, le hall de chargement/déchargement et préparation de commandes, le hall de picking et les combles des locaux annexes, la galerie de liaison, les bureaux d'exploitation et les locaux techniques (salle des machines, local TGBT, local de transformateur électrique, local puissance, local appauvrissement en oxygène...) sont équipés d'une détection automatique incendie. Cette détection se fait au moyen de détecteurs de fumées haute sensibilité répartis en nombre suffisant et conformes aux normes en vigueur.  La détection incendie est asservie à l'alarme sans temporisation permettant, en tout temps, l'alerte de l'exploitant et du poste de garde, l'évacuation rapide des personnes et l'alerte rapide des services de secours.
<b>Constats :</b>  La détection automatique incendie de la chambre froide de grande hauteur, la zone de transit, le hall de chargement/déchargement et préparation de commandes, le hall de picking et les combles des locaux annexes, la galerie de liaison, les bureaux d'exploitation et les locaux techniques (salle des machines, local TGBT, local de transformateur électrique, local puissance, local appauvrissement en oxygène...) est vérifiée semestriellement par la société CHUBB SICLI. La dernière vérification a été réalisée le 11/06/2025, le rapport fait état d'aucun dysfonctionnement. Celle-ci est asservie à l'alarme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite